Totalisation carcérale en terre coloniale : la *carcéralisation* à Saint-Laurent-du-Maroni (XIX^e-XX^e siècles)

Carceral totalization in colonial lands: The carceralization in Saint-Laurent-du-Maroni (French Guyana)

Marine Coquet

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/conflits/18725>

DOI : 10.4000/conflits.18725

ISSN : 1777-5345

Éditeur :

CCLS - Centre d'études sur les conflits liberté et sécurité, L'Harmattan

Édition imprimée

Date de publication : 15 octobre 2013

Pagination : 59-76

ISBN : 978-2-343-01909-3

ISSN : 1157-996X

Référence électronique

Marine Coquet, « Totalisation carcérale en terre coloniale : la *carcéralisation* à Saint-Laurent-du-Maroni (XIX^e-XX^e siècles) », *Cultures & Conflits* [En ligne], 90 | été 2013, mis en ligne le 15 octobre 2014, consulté le 30 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/conflits/18725> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/conflits.18725>

Totalisation carcérale en terre coloniale : la *carcéralisation* à Saint-Laurent-du- Maroni (XIX^e-XX^e siècles)

Marine COQUET

Marine Coquet est doctorante à l'École des hautes études en sciences sociales (Paris) et prépare une thèse intitulée « Expérience coloniale : la colonisation pénale en Guyane. Le bagne hors les murs : histoire sociale du village de Saint-Laurent-du-Maroni, capitale des bagnes guyanais. 1852-1953 », sous la direction d'Isabelle Merle.

La Guyane française, unique colonie de l'Empire français en Amérique du Sud, a porté dès le début du XVII^e siècle les rêves d'Eldorado des colons qui s'engouffraient dans les profondeurs de la jungle amazonienne ¹. Rapidement, les expéditions successives se révèlent coûteuses humainement et financièrement. Au XIX^e siècle, la Guyane reste sous-peuplée et son territoire n'est jalonné que de quelques bourgades côtières faiblement développées.

Au cours du XIX^e siècle et à la suite d'une première et brève tentative sous le régime de la Convention, l'idée d'une colonisation de la Guyane par la voie pénale chemine dans les couloirs des parlementaires. Elle est concrétisée par la loi du 30 mai 1854 sur l'exécution de la peine des travaux forcés, édictée sous l'autorité de Louis Napoléon Bonaparte. La Guyane devient une colonie pénale où les condamnés aux travaux forcés doivent dorénavant purger leur peine – jusque-là effectuée dans les bagnes portuaires métropolitains. Une loi au triple objectif, déclaré par le Prince-Président en 1850 : « Six mille condamnés renfermés dans nos bagnes grèvent le budget d'une charge énorme, se dépravant de plus en plus, et menacent incessamment la société. Il me semble possible de rendre la peine des travaux forcés plus efficace, plus moralisatrice, moins dispendieuse et plus humaine en l'utilisant aux progrès de la colonisation française ² ». Les forçats deviennent des *transportés*. Ils sont, selon l'arti-

1. Cornuel P., « Guyane française, du "paradis" à l'enfer du bagne », in Ferro M., *Le livre noir du colonialisme, XVI-XXI^e siècles : de l'extermination à la repentance*, Paris, Robert Laffont, 2003, pp. 208-219.

cle 6 de la loi de 1854, soumis au *doublage* : une fois accomplie leur peine de travaux forcés, ils sont astreints à résidence sur le sol de la colonie, à temps ou à perpétuité, selon la durée de leur peine principale.

Les bagnes coloniaux s'installent. À l'est d'abord, puis à l'ouest, où se concrétisent sous la pression des élites cayennaises les volontés de concentration de la transportation. En 1860 est constitué le « territoire pénitentiaire du Maroni », d'une superficie de 163 000 hectares, exclusivement destiné à la gestion de la transportation. Les murs ici sont fluviaux et végétaux : le fleuve Maroni et la densité de la forêt constituent paradoxalement autant de remparts contre l'évasion que d'espoirs pour les évadés. Des camps ³ sont construits dans et autour du bourg de Saint-Laurent-du-Maroni, entièrement édifié par et pour le bagne à partir de 1857. Isolé du reste du pays, le petit centre urbain devient le siège de l'administration pénitentiaire en Guyane, qui le contrôle, le peuple et l'administre.

Une bibliographie conséquente existe sur les fondements, le fonctionnement et les activités internes des bagnes coloniaux ⁴. Les historiens ont travaillé autant l'histoire de la peine que celle de son application concrète à l'intérieur des murs des camps. Cependant, l'histoire de Saint-Laurent-du-Maroni constitue une entrée vers une autre analyse des pratiques de l'administration pénitentiaire en Guyane ⁵. Le carcéral s'étend sur un territoire que des barbelés ne sauraient contenir à l'échelle de la ville. La singularité du terrain repose par ailleurs sur la juxtaposition de logiques carcérales et coloniales. Ces deux dynamiques cohabitent et parfois s'entrechoquent et leurs expressions se révèlent tant dans le processus de construction de la ville, sa « fabrication ordinaire » ⁶, que dans la constitution des hiérarchisations sociales.

2. Cité par Pierre M., *Bagnards. La terre de grande punition. Cayenne 1852-1953*, Paris, Autrement, 2000, p. 19.
3. Le terme de « camp » englobe autant les « camps forestiers », à l'existence souvent temporaire et aux infrastructures précaires, que les camps fixes comme le « camp de la transportation » de Saint-Laurent-du-Maroni, dont la dénomination est ainsi gravée sur l'imposante porte d'entrée. Les « camps » fixes peuvent être ouverts – ceux des îles du Salut et de Saint-Jean-du-Maroni par exemple – ou fermés par des murs d'enceinte – tel celui de Saint-Laurent-du-Maroni.
4. Donet-Vincent D., *De soleil et de silences, histoire des bagnes de Guyane*, Paris, La Boutique de l'Histoire, 2003 ; Pierre M., *op. cit.* ; Godfroy M., *Bagnards*, Paris, Tallandier, 2008.
5. Le fond archivistique de la commune de Saint-Laurent-du-Maroni (A.C.), couvrant toute la première moitié du XX^e siècle, a récemment été redécouvert. Rapports de police, patentes commerciales, listes électorales, correspondances entre les services administratifs et entre l'administration communale et l'administration pénitentiaire : autant de documents qui, soumis à une lecture critique, dévoilent des pans entiers de l'histoire locale de la capitale du bagne. Ces données micro-historiques sont confrontées aux archives nationales d'outre-mer (ANOM), à celles des organismes privés, religieux notamment, ayant œuvré dans la ville et dans les camps, et aux témoignages écrits et oraux de forçats et d'habitants. Ce corpus nous permet d'examiner l'échelle locale à la lumière des enjeux gouvernementaux et de pallier la froideur des documents officiels par les témoignages des acteurs. Cette histoire au « ras du sol », selon l'expression de Jacques Revel, nous permet d'entrer dans une autre histoire de la colonisation pénale en Guyane en la resituant sur un territoire colonial.

Confronter ce panorama local à la notion d'*institution totale* conceptualisée par le sociologue Erving Goffman nous permet d'interroger les spécificités de la totalisation institutionnelle à l'échelle d'une ville, aux frontières catégorielles oscillant entre rigidités et porosités ⁷. Dans *Asiles*, le sociologue entend adopter un point de vue *indigène* pour déconstruire les justifications médicales sur lesquelles se fonde l'institution et déterminer les critères d'une institution totale qu'il définit comme « un lieu de résidence et de travail où un grand nombre d'individus, placés dans la même situation, coupés du monde extérieur pour une période relativement longue, mènent ensemble une vie recluse dont les modalités sont explicitement et minutieusement réglées ». Il nous semble intéressant de confronter ce concept sociologique à l'étude historique d'une ville dont la construction répond à de singulières préoccupations coloniales et carcérales. L'angle que nous nous proposons d'adopter ici par la confrontation de sources administratives, de données législatives et de témoignages des acteurs nous permet non pas d'adopter un point de vue indigène mais d'évaluer la teneur des volontés institutionnelles à la lumière des pratiques sociales qui procèdent de la fabrication ordinaire de la ville. La singularité du terrain pousse à définir la nature et les caractéristiques propres à un processus totalisant appliqué sur un territoire conséquent, aux frontières floues, et voué à la gestion de la transportation. Quelles particularités président au processus de construction d'une ville entière vouée, en terre coloniale, au redressement social et moral des déviants ? Comment qualifier les dynamiques qui constituent les réseaux spatiaux et sociaux de la capitale du bagne, de « la capitale du crime » ⁸ ?

Par une approche qui souhaiterait emprunter à la géographie une analyse sociale de la gestion de l'espace ⁹, nous analyserons comment le carcéral se territorialise pour comprendre comment la vocation carcérale de la ville de Saint-Laurent-du-Maroni permet de tendre vers sa totalisation organisationnelle et sociale, dirigée par une administration pénitentiaire coloniale aux pouvoirs étendus.

La territorialisation du carcéral

Au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle, le bourg de Saint-Laurent-du-Maroni prend forme et s'étend. Son agencement autant que son évolution spatiale sont les témoins géographiques et architecturaux de la volonté de l'administration pénitentiaire de ségréguer, de contrôler et de dominer.

6. Backouche I. et Montel N., « La fabrique ordinaire de la ville », *Histoire urbaine*, n°19, 2007, pp. 5-9.

7. Goffman E., *Asiles*, Paris, Éditions de Minuit, 2010 [1968].

8. Londres A., *Au bagne*, Paris, Le Serpent à plumes, 2003 (rééd.), p. 139.

9. Et notamment l'approche de Milhaud O., « Séparer et punir. Les prisons françaises : mise à distance et punition par l'espace », thèse de géographie, Université Michel de Montaigne Bordeaux 3, 2009.

Pensée à l'origine autour du camp de la transportation et des concessions de terrains accordées aux condamnés les plus méritants, la fabrication ordinaire de la ville est dominée par l'administration pénitentiaire mais complexifiée par les migrations de populations libres, locales et immigrées, drainées par l'industrie du bague et celle de l'or. Le manichéisme apparent entre condamnés et administration pénitentiaire se trouve alors dépassé par l'introduction d'une population composite. Mais la séparation, tant sociale que spatiale, reste l'alliée de la volonté de contrôle de l'administration pénitentiaire sur cet ensemble hétéroclite d'administrés. Dans la capitale du bague, le carcéral est à l'origine de sa conception, de sa construction et de son organisation.

Une ville autour d'un camp

Au centre de la construction de la ville se situe le camp de la transportation. Les administrateurs parlent de « centre pénitentiaire agricole » : les « aspirants colons » (les condamnés) doivent servir aux travaux de colonisation du territoire et ainsi s'amender par leur ferveur au travail, afin d'obtenir à l'issue de leur peine une concession de terre à faire fructifier et devenir de véritables colons concessionnaires.

Le camp est l'espace de vie dédié aux condamnés en cours de peine. Le rythme de la journée, le contenu des repas, les horaires de travail et de pauses, l'attribution aux corvées, le placement dans les différents camps ou cases y sont strictement encadrés par l'administration pénitentiaire. S'ajoutent les interdictions d'écrire, d'entretenir une correspondance, de fumer, d'avoir des biens personnels ou de l'argent. Comme dans les prisons métropolitaines, l'objectif de redressement reste largement dans l'ombre des pratiques de surveillance et de contrôle. Par l'infantilisation des existences individuelles et le conditionnement coercitif des comportements, l'institution cherche à maîtriser les corps, mais aussi les « instincts » qu'elle considère comme nocifs. Initialement conçu comme un centre pénitentiaire agricole, un *autre lieu* favorisant la réinsertion des condamnés dans la société coloniale en en faisant des propriétaires terriens, le camp de Saint-Laurent-du-Maroni devient progressivement un véritable centre d'internement, un *autre lieu* de punition des détenus ¹⁰.

L'accroissement de la population carcérale en Guyane ¹¹ et la découverte récente de gisements aurifères dans les hauteurs du fleuve Maroni, irrigant la région de nouveaux flux migratoires et décuplant les intérêts coloniaux du territoire pénitentiaire, poussent les autorités à œuvrer en faveur d'un renforce-

10. Foucault M., « Des espaces autres », *Architecture, Mouvement, Continuité*, n°5, 1984, pp. 46-49.

11. Notamment du fait de la reprise des convois de condamnés européens en direction de la Guyane en 1887. Depuis 1867, en raison des difficultés d'acclimation, les condamnés de « race blanche » sont envoyés en Nouvelle-Calédonie, suivant des thèses portant sur les propriétés raciales adaptées aux climats équatoriaux. Citons par exemple l'ouvrage du Docteur Orgeas,

ment du contrôle des détenus. En 1889, 1890 et 1891, une série de lois durcit le régime pénal des transportés. Les traductions spatiales de ces mesures sont immédiatement mises en œuvre. Entre 1887 et 1890 se dresse autour des cases disposées en deux files symétriques un mur d'enceinte d'une hauteur moyenne de 3,50 mètres, qui remplace de petites palissades de bois ¹². Entre 1895 et 1906, un quartier disciplinaire est construit dans l'enceinte du pénitencier, spécialement dédié à la répression des manquements à la discipline des condamnés en cours de peine et des libérés ¹³. Le tournant répressif et disciplinaire de la fin du siècle se matérialise dans les textes et dans l'espace. Loin de se destiner au colonialisme après une régénération acquise à la force du travail, comme tendait à le faire penser l'esprit de la loi en 1854, les condamnés aux travaux forcés en Guyane sont assujettis à peine quarante années plus tard à une rude discipline pénitentiaire. Le processus de totalisation institutionnelle autour du carcéral, que nous nommons *carcéralisation* de la ville, passe d'abord par un durcissement répressif de l'appareil institutionnel du bagne et une transformation de fait de la finalité donnée à la colonisation pénale. À l'intérieur des murs du camp central de Saint-Laurent-du-Maroni, le carcéral prend le pas sur le colonial. C'est en parallèle de cette évolution interne au système-bagne que se construisent, autour du camp, les différents quartiers du bourg.

Fonctionnalité des espaces et ségrégations

Plusieurs quartiers sont érigés autour du camp de la transportation entre les années 1860 et le milieu du XX^e siècle. Ils traduisent à la fois l'organisation et la hiérarchisation *carcéralisées* de l'espace urbain.

Le quartier dit « officiel » regroupe les édifices publics – mairie, écoles, église, tribunaux, etc. – ainsi que les logements du personnel de la transportation. Favorisant l'entre-soi des employés, il est séparé du quartier dit « carcéral » – composé du camp et de la caserne militaire – et du quartier dit « colonial » ou « village », par une large avenue. Celle-ci dessine la physionomie des constructions catégorielles mises en place par les autorités. Le quartier officiel est le lieu du pouvoir. Outre qu'il est entretenu avec soin par le biais des corvées de condamnés, il dispose d'infrastructures sanitaires bien plus développées que celles existant dans les rues du village. La circulation y est interdite la nuit à une partie de la population, les libérés du bagne, astreints à résidence sur le sol de la colonie une fois purgée leur peine de travaux forcés ¹⁴.

médecin de la marine : Orgeas J., *La pathologie des races humaines et le problème de la colonisation : étude anthropologique et économique faite à la Guyane française*, Paris, Octave Doin, 1886.

12. ANOM, H1240, rapport de l'inspecteur des colonies Fontaneilles, 1895.

13. ANOM, 1TP 1019, 1TP467, H2023, H2025. Quand bien même les libérés vivent en dehors du camp pour effectuer leur peine de « doublage », ils restent soumis aux juridictions du bagne et notamment au Tribunal maritime spécial.

14. A.C., 3D Correspondances et rapports 1937-1949.

L'architecture des maisons, l'utilisation de vérandas, de ferronneries, la systématisation des dépendances à l'arrière des villas et l'uniformisation de leur aspect par les murets de briques qui les entourent sont les témoins de la stature dominatrice du quartier sur le reste de la ville.

À l'inverse, agencé par un plan en damier, typique des villes coloniales, le village revêt un aspect moins salubre et moins riche. Au départ divisées en lots de terrains de taille identique, les parcelles sont destinées à recevoir les condamnés ou des « libérés » concessionnaires afin qu'ils y développent commerces et agriculture. Mais les concessions sont rapidement annexées par une population libre, créole et immigrée, qui y fait fructifier le commerce et fait le lien entre les placers d'or du haut Maroni, le centre urbain de Saint-Laurent-du-Maroni et le chef-lieu Cayenne. La modeste bourgade de Saint-Laurent-du-Maroni devient la deuxième ville de la région et attire une population venue de toute la zone caribéenne. L'idéal d'un centre pénitentiaire agricole s'éloigne aussi au profit du développement d'une économie libre. L'administration pénitentiaire et l'État vont devoir s'en accommoder et adapter leurs pratiques à l'échelle d'un territoire et d'une population qu'elle ne peut enfermer et concentrer dans des camps. Pour que l'institution continue d'assumer sa mission de contrôle des mœurs et des comportements, son emprise doit dès lors dépasser les lieux traditionnels de détention, sans pour autant faire obstacle au développement économique de la région. Alors que l'or draine de nouvelles populations vers le bassin du Maroni, le territoire pénitentiaire doit s'ouvrir sur l'extérieur si la France veut bénéficier des gains de l'industrie aurifère. En 1904, alors que plusieurs commerçants libres sont déjà installés dans le village, la question des cessions de terrains au domaine privé est tranchée ¹⁵ : des baux locatifs de longue durée entre la commune et les entrepreneurs privés sont signés, et le commerce local prend son essor autour de quelques familles de notables, commerçants et négociants.

Les quartiers qui composent la ville de Saint-Laurent-du-Maroni ont chacun une fonctionnalité précise. Pour favoriser l'entre soi, faciliter le contrôle policier et surtout pour contenir la population pénale suspectée de gangrener le corps social, les populations sont spatialement compartimentées. Au « village », l'arrivée d'une population libre déplace les concessions de forçats à la périphérie sud. L'idéal de la colonisation par la voie pénale est évincé au profit de la ségrégation spatiale entre les composantes d'une population coloniale et carcérale hétérogène. Dans l'*hétérotopie* ¹⁶ que constitue la ville de Saint-Laurent-du-Maroni, isolée sur les rives du Maroni, sont construits des espaces spatialement distincts, investis par des populations socialement distinctes selon leur degré d'appartenance au monde du bagne.

15. ANOM H2081, correspondance entre le gouverneur de la Guyane et le ministère des Colonies.

16. Foucault M., *op. cit.*, p. 46.

Certes, la ville est agencée selon un tout cohérent au vu d'une finalité visant à l'encadrement des populations, mais des espaces échappent malgré tout à la tutelle institutionnelle. Outre les lieux traditionnels de convivialité et de socialisation ordinaires – tels que la place du marché, les cabarets, les cinémas, ou la tenue d'étals – où les conversations ou les intimités s'émancipent parfois illégalement du contrôle administratif, un quartier entier se construit hors des prévisions actées par l'administration.

Même si rien n'atteste qu'il se soit constitué en opposition volontaire au contrôle de l'administration pénitentiaire sur l'organisation de l'espace, le village dit « annamite » ou « chinois » se détache très largement des directives étatiques. Occupées par les condamnés indochinois concessionnaires ou libérés, les quelques rues qui le composent témoignent d'une volonté ou d'une nécessité d'affranchissement d'une gestion oppressive des mouvements, des déplacements, des modes de vie ¹⁷. Alors que les maisons de concessionnaires doivent répondre à un plan type, ici, les cases en bois se construisent sur pilotis, sur les rives du fleuve. Les voies qui le traversent ne sont pas géométriques et les petites ruelles sombres font face aux larges artères du village. Le village annamite se dote par ailleurs d'un appontement, privilège jusque-là réservé à l'administration pénitentiaire qui en implante deux dans le quartier officiel. Il s'ouvre ainsi sur le fleuve et constitue une porte vers le trafic et vers l'évasion que les autorités tentent avec difficulté de réprimer. Investi par les immigrés chinois venus de Canton et de Hong Kong dès la fin du XIX^e siècle, ce quartier est la véritable plate-forme d'échange du Maroni ¹⁸.

Marché noir, population mobile d'errants et de voyageurs de commerce : autant de circulations marchandes et humaines que l'administration pénitentiaire ne cesse de vouloir combattre ¹⁹. Mais, au vu de son développement, il existe un intérêt à conserver le village chinois. D'autant plus qu'il est défendu par une population qui échappe au contrôle de l'institution. Les marrons dits « boschs » ²⁰ fournissent les canotiers qui assurent le transport des biens et des personnes sur le Maroni, et trouvent au village chinois un point de chute et de déchargement ²¹. Avec la construction d'un hôpital pénitentiaire au début du XX^e siècle, le village chinois est repoussé vers le sud de la ville, coincé entre le

17. Plans généraux de Saint-Laurent-du-Maroni, 1895 et 1899 (ANOM 1TP 467), 1913 (ANOM 1TP465), 1926 (A.C.).

18. A.C. série 2I Passeports.

19. A.C. Série 2D, correspondances du maire.

20. L'appellation « boschs » est une abréviation déformée du mot « *boshneger* », utilisé en Guyane hollandaise pour les « nègres des bois ». Elle est péjorativement employée pour qualifier l'ensemble des peuples issus des anciens esclaves travaillant dans les exploitations de Guyane hollandaise partis en marronnage.

21. A.C., 2D, B2, correspondances du maire, 1912. Face à la volonté de l'administration de rendre illégal le commerce à l'appontement du village chinois, les canotiers « boschs » font savoir qu'ils ne fourniront plus la rive française du fleuve si la décision devait être maintenue.

quartier carcéral et une zone marécageuse inexploitable ²². Sa superficie est réduite à trois rues et quelques ruelles, des lots de terrains y sont délimités sur les parcelles, un poste de douane y est installé de jour, des rondes de policiers sont prévues quotidiennement et le contrôle des patentes et des patentés se fait plus régulier.

Ce quartier matérialise une réappropriation libre de l'espace dans la ville du bagne. S'adaptant aux tentatives de contrôle administratif, sa population a su dépasser l'agencement spatial du reste du village, auquel il n'est d'ailleurs pas associé par l'administration ²³. Il est le fruit d'une véritable *adaptation secondaire* ²⁴ territorialisée, expression impulsive et spontanée d'une population partout ailleurs canalisée. Fenêtre d'ouverture entre le haut et le bas Maroni, espace de liberté où se croisent monde pénal et monde libre, le village chinois parvient à jouer le rôle de soupape au sein d'une entité territoriale cohérente et hiérarchisée, chapeautée par un appareil administratif d'exception.

L'organisation de la *carcéralisation*

La création et la construction de la ville sont essentiellement les fruits d'ordres administratifs parfois dépassés par la formation d'espaces spontanément alternatifs. Penser la fabrication ordinaire de la ville, d'après l'approche développée par Isabelle Backouche et Nathalie Montel, permet de rendre compte de la diversité des acteurs qui participent au façonnement du tissu urbain ²⁵. Pour autant, si leurs travaux tendent à « rompre avec une vision exclusivement institutionnelle de la construction de la ville ²⁶ », nous ne pouvons ici faire l'impasse sur le poids de l'institution dans la constitution de la ville de Saint-Laurent-du-Maroni. Ce sont les inévitables ajustements des volontés administratives face aux développements inattendus de la ville que nous voulons mettre en évidence. Pour adapter ses pratiques pénitentiaires à l'échelle de la ville, l'administration est dotée d'un dispositif législatif hors norme, qui légalise son autorité sur la population libre de Saint-Laurent-du-Maroni.

22. ANOM, 1TP 1129.

23. En 1926, pour des questions sanitaires posées par un parc à cochons que l'administration veut interdire, les frontières de la ville sont modifiées pour enfin y inclure l'ensemble du village annamite (A.C. 2D. B11).

24. « Toute disposition habituelle permettant à l'individu d'utiliser des moyens défendus, ou de parvenir à des fins illicites (ou les deux à la fois) et de tourner ainsi les prétentions de l'organisation relative à ce qu'il devrait faire ou recevoir, et partant à ce qu'il devrait être », Goffman E., *op. cit.*, p. 245.

25. « Questionner la fabrique de la ville c'est [...] examiner plus attentivement non pas la ville faite ou à faire mais la ville en train de se faire [...]. Parmi les effets attendus d'une telle approche figure en bonne place la mise au jour de la multitude et de la diversité des acteurs privés impliqués [...] », Backouche I. et Montel N., *op. cit.*, pp. 5-6.

26. *Ibid.*, p. 5.

Le poids que prend l'administration pénitentiaire dans la définition des structures sociales de la ville de Saint-Laurent-du-Maroni est intrinsèquement lié aux outils de totalisation de la vie publique que lui confère l'État. Par un décret daté du 16 mars 1880, la ville se voit dotée d'un statut municipal unique dans l'histoire législative française : elle devient la « commune pénitentiaire du Maroni ». Ce petit bourg, déjà sous l'emprise de l'institution carcérale, devient son terrain d'expérimentation. Siège de l'administration pénitentiaire, la municipalité est dorénavant gérée par une commission dont les membres sont nommés par le gouverneur sur proposition du directeur de l'administration pénitentiaire. Le président de cet organe administratif cumule par ailleurs jusqu'en 1929 les fonctions de commandant supérieur du Maroni – c'est-à-dire du camp central de Saint-Laurent et des camps annexes qui jalonnent le territoire pénitentiaire – et de sous-directeur de l'administration pénitentiaire²⁷. À l'heure du suffrage universel masculin, des échéances électorales comme moyen de construction d'un État-nation cohérent fondé sur une population instruite et coordonnée par l'école de la République, l'État accorde un régime d'exception à l'administration pénitentiaire en territoire colonial.

Liée de près au sort de la « Tertiaire »²⁸, la commune se dote d'une réglementation locale très rigoureuse, par laquelle toutes les manifestations ou initiatives, publiques ou privées, doivent lui être soumises pour consentement préalable – ouvertures de commerces, bals publics ou soirées privées, etc. Son contrôle s'étend au-delà de la gestion des condamnés et s'applique désormais sur un ensemble d'*administrés*. Même le rythme des journées de la population libre est régulé, soit par des biais conventionnels – rythmes scolaire, paroissial, etc. – soit par une réglementation stricte encadrant les initiatives privées ou associatives. Tout événement, du rassemblement en l'honneur des anciens combattants à la soirée privée entre notables locaux, doit se dérouler entre les horaires fixés par l'administration.

Par ailleurs, l'institution pénitentiaire est la seule structure économique importante de la région. Elle se dote de moyens pour remplir sa mission : faire travailler les individus dont elle a directement la charge, condamnés en cours de peine et libérés astreints à résidence. Elle est donc propriétaire de plusieurs briqueteries pour les travaux de construction et de rénovation de la ville, une usine à sucre pour la production du tafia ou encore divers chantiers forestiers itinérants pour l'exploitation des bois, des carrières et pour le défrichage de la forêt.

27. Organisation modifiée par décret de réorganisation des structures de l'administration pénitentiaire le 16 novembre 1929.

28. Surnom donné en Guyane à l'administration pénitentiaire.

L'emprise des autorités administratives à Saint-Laurent-du-Maroni s'étend au-delà des bagnards, pour recouvrir l'ensemble d'une population hétéroclite. Elle s'inscrit durablement sur un territoire, et tous les domaines de la vie sociale, publique et économique sont sous sa tutelle. Le « tout carcéral », la *carcéralisation* de la ville, a pour finalité d'assurer la pérennité du contrôle de l'administration pénitentiaire. « Saint-Laurent-du-Maroni est le royaume de l'administration pénitentiaire. C'est une royauté absolue, sans Sénat, sans Chambre, sans même un petit bout de conseil municipal ²⁹ ».

Le tout carcéral : un tout contrôlé ?

Mais la totalisation tant spatiale qu'économique et sociale de Saint-Laurent-du-Maroni par l'institution carcérale n'est pas seulement le fruit d'une application législative rigide au niveau local. Les outils dont dispose l'administration pénitentiaire en Guyane lui sont octroyés par le pouvoir central. Ce processus de *carcéralisation* par l'administration pénitentiaire du territoire pénitentiaire du Maroni est surtout avalisé et souhaité par l'État.

Lorsqu'en 1923 s'ouvre, à la suite du populaire reportage d'Albert Londres dans les colonnes du *Petit Parisien*, une longue polémique sur l'échec patent de la colonisation par la voie pénale en Guyane, les acteurs cherchent des responsables. Car si la population et le territoire sont contrôlés, l'exploitation du sol guyanais par un « élément pénal » amendé n'est restée qu'un idéal colonialiste. Les structures économiques ne donnent que de médiocres résultats, le bilan humain est marqué par des taux de mortalité élevés sur l'ensemble de la période ³⁰, et la misère économique et sociale s'est substituée à la rédemption des condamnés. Ainsi, polémistes, législateurs mais aussi quelques bagnards alphabétisés dont les langues se délient, accablent le personnel de l'administration pénitentiaire. La « Tertiaire régnante » ³¹ est la coupable idéale : elle avait les mains libres, elle avait des outils, elle avait du personnel, et elle a échoué. Force est de constater que la situation de la Guyane dans les années 1920 est loin de répondre aux souhaits apparents du législateur de 1854. La *carcéralisation* a devancé la colonisation. Mais cet état de fait, qui scandalise la presse pendant l'entre-deux-guerres, est bien connu des pouvoirs publics et politiques. Déjà dans les années 1860, à peine quelques années après la fondation du centre de Saint-Laurent-du-Maroni, le commandant du Maroni en charge de la gestion du chantier alarme ses supérieurs. Alors que le bourg devait « ouvrir aux transportés repentants, par la propriété et la famille

29. Londres A., *op. cit.*, p. 139.

30. Entre 1920 et 1945, les taux de mortalité des transportés oscillent entre 1,80 % en 1945 – alors que le décret mettant fin à la transportation des condamnés aux travaux forcés date de 1938 – et 13,54 % en 1923 (Donet-Vincent D., *op. cit.*, p. 532). Le taux moyen de mortalité des transportés entre 1920 et 1945 s'élève à 5,05 % mais notons que ce chiffre ne tient pas compte des grandes disparités entre les années.

31. Expression de Mesclon A., *Comment j'ai subi quinze ans de bagne*, Paris, Edité par l'auteur, 1924, p. 226.

acquises par le travail, un lieu de repos et de réhabilitation », il constate quelques années plus tard que « si la transportation quittait aujourd'hui la Guyane, il ne resterait pas trace, une année après, de son passage dans le pays ³² ». De 1895 à 1923, les inspecteurs des colonies dressent des rapports souvent accablants sur la gestion de la ville et de la transportation par l'administration pénitentiaire ³³. Les finalités des bagnes coloniaux n'ont rapidement plus trait qu'à l'expiation et à la mise à l'écart des *incorrigés* de l'arsenal judiciaire conventionnel.

En lui allouant des outils législatifs sans précédent, en lui attribuant un territoire isolé entre l'eau et la forêt, accessible uniquement par voie fluviale, l'État érige l'administration pénitentiaire en autorité exclusive, à peine contrebalancée par les pouvoirs civils du gouverneur de la colonie, constituant un véritable État dans l'État. Opportunément dotée d'un tel dispositif au moment où se développent les placers d'or sur le haut Maroni, l'administration pénitentiaire, à laquelle s'adjoint l'administration communale, peut étendre son emprise au-delà des murs du camp, sur une population libre composée de commerçants, d'artisans, de chercheurs d'or, d'exploiteurs de la gomme de l'arbre balata, etc.

Contourner le carcéral

En face d'un appareil législatif renforcé, populations pénale et libre se cherchent des refuges et développent des moyens de contourner ce qui se veut incontournable.

Enfermés la nuit et aux heures de pause, les condamnés en cours de peine trouvent paradoxalement un refuge dans leur case du camp. C'est dans la case que se cachent les couteaux, que se remplissent les *plans* ³⁴, que se règlent les comptes et que les affinités se créent ; là où le jeu, la « cantine » et la prochaine évasion s'organisent. Antoine Mesclon écrit en pensant à sa dernière nuit au camp : « Je venais de compter ; ils étaient cinquante-sept avec moi dans cette case, et à les voir tous pareils, dans la diversité des positions du sommeil qui les délivrait pour quelques heures de leurs misères, je sentais le regret de les trop quitter d'un seul coup ³⁵ ». Bien qu'elle soit un espace de méfiance et de défiance entre individualités, le forçat s'attache à sa case ; elle est son lieu de vie familial, qui échappe entre les rondes aux regards intrusifs des surveillants militaires. « Au-dehors de la case, il [le bagnard] sent qu'il est sous le joug, qu'il accomplit sa peine. Dans la case au contraire, il a le sentiment d'être chez lui, d'être libéré de ses obligations envers la Tentiaire et la société ³⁶ ». Dans la

32. Cité par Pierre M., *op. cit.*, pp. 27-32.

33. ANOM, 1TP467, H2023, 1TP977, 1TP1019, H65, H1856.

34. Le plan est un étui cylindrique dissimulé dans le rectum qui permet aux condamnés de cacher quelques-uns de leurs effets personnels.

35. Mesclon A., *op. cit.*, p. 233.

36. Roussenoq P., *L'Enfer du bagne*, Paris, Libertia, 2009 [1957], p. 61.

pratique, la discipline théorique des règlements ne peut pas être appliquée et les passe-droits que s'accordent les condamnés au camp témoignent aussi d'une forme d'*adaptation secondaire* des surveillants à l'exercice de leur profession. Des codes sociaux propres se constituent selon les attentes sociales de la case, et définissent la perception d'un condamné sur ses pairs.

« En réalité, il y a uniformité de pensée et d'action. Séparés à jamais du reste de l'existence, les bagnards organisent leur vie de parias, sur le plan matériel aussi bien que sous l'angle moral [...] Il faut noter également que le bagne a ses propres lois, son esprit de corps, ses mœurs et ses coutumes ainsi que son opinion publique [...] Les forçats entendent conserver les tolérances qu'ils sont parvenus à obtenir, les latitudes acquises ³⁷. »

La « débrouille » ou « camelote » est une de ces tolérances que les condamnés et les surveillants militaires entendent préserver. « Celui qui ne se débrouille pas est un imbécile ³⁸ ». Principale *adaptation* à un système en théorie verrouillé, la débrouille comporte sa part d'incertitude et de violence, elle répond aux codes sociaux du bagne et ne se reconnaît pas dans les principes règlementaires de l'institution. Sorte de marché noir du troc dans et hors les murs du camp, la débrouille, inégalitaire par essence, n'est que très modérément combattue par l'administration pénitentiaire. « Cette dernière, au courant de toutes ces tractations, de tous ces trafics, est dans l'obligation de laisser faire. Ses agents en bénéficient d'ailleurs largement ³⁹ ». La camelote est aussi un lien entre l'intérieur et l'extérieur du camp, et ce sont les surveillants militaires, les canotiers ou les libérés qui sont les passeurs et les commissionnaires ⁴⁰. « L'emploi de cuisinier au camp de Saint-Laurent rapporte plus de cent francs par jour. Non pas qu'il soit payé, mais la vente des vivres volés sur les rations, avec l'aide de différents complices qui ne sont pas tous des forçats, rapporte plus qu'un salaire [...] ⁴¹ ». Albert Ubaud, fonctionnaire de l'administration pénitentiaire qui s'installe en Guyane de 1926 à 1943, témoigne des liens entre l'intérieur et l'extérieur du camp, entre les forçats et une partie de la population locale, « n'hésitant pas à aider les forçats contre les règlements de l'administration pénitentiaire, parfois par simple charité humaine, parfois par intéressement matériel ⁴² ». Entre 1929 et 1931, des correspondances entre le desservant ecclésiastique de Saint-Laurent-du-Maroni et le directeur de l'administration pénitentiaire trahissent ces liens d'entraide et de solidarité ; le père Naegel sert d'intermédiaire entre les condamnés et leurs contacts restés en France ⁴³.

37. *Ibid.*, p. 57.

38. *Ibid.*, p. 73.

39. *Ibid.*, p. 74.

40. *Ibid.*, p. 73.

41. Dieudonné E., *La Vie des forçats*, Paris, Libertia, 2007 [1930], pp. 58-59.

42. Donet-Vincent D., *op. cit.*, p. 435.

43. A. C. Presbytère.

Les *adaptations secondaires* des condamnés face aux rigueurs de la vie au camp sont multiples : la débrouille, le *plan*, la simulation de maladies ou plus simplement le zèle sont autant de moyens d'améliorer illégalement le quotidien et de préparer les évasions. En dehors des murs, si l'administration pénitentiaire tend officiellement à un contrôle total des espaces ou des rythmes, les populations pénale et libre parviennent à manifester, même modérément, leur rejet de l'emprise administrative. Toutes ces voies empruntées pour contourner le système-bagne sont aussi autant de biais à la ségrégation spatiale et sociale mise en place par l'institution.

Socialisation et carcéralisation

Nous avons montré que le processus par lequel l'agencement spatial de la ville de Saint-Laurent-du-Maroni et son fonctionnement organisationnel répondent à des logiques carcérales, elles-mêmes investies par l'institution du bagne dominée par l'administration pénitentiaire. Malgré la constitution de brèches par lesquelles les populations pénale et libre tendent, sinon à s'émanciper du contrôle pénitentiaire, du moins à le contourner à différentes échelles, la capitale du bagne évolue en vue de sa *carcéralisation*, de la volonté du contrôle total de l'institution carcérale sur son territoire. Ces dynamiques *carcéralisées* ne sont pas sans incidence sur les processus de socialisation ⁴⁴ des habitants, que nous pourrions aussi nommer *carcéralisation* des rapports sociaux. De 1857 aux années 1950 – la ville devient une commune de plein exercice en 1949 – le bagne a fondamentalement marqué les populations du Maroni.

Le stigmate du popote

Alors que les termes de la loi définissent les condamnés comme des *transportés*, le vocabulaire usité est moins conventionnel, plus largement marqué par les héritages culturels des bagnes portuaires et des galères royales. En sus de l'évolution historique des termes, tel que le passage « d'aspirants colons » à « concessionnaires pénaux », les appellations usuelles sont révélatrices des considérations sociales portées à leurs destinataires. « Bagnards », « forçats », « popotes », « vieux blancs » auxquels répondent « argousins » et « gardes-chiourme », sont des désignations encore largement usitées. Le bagne est en soi stigmatisant ⁴⁵. Les marquages du bagne se portent sur la population pénale mais aussi sur les habitants libres.

L'identification matriculaire des condamnés en fait des bagnards, dès la citadelle de Saint-Martin-de-Ré, d'où partent les convois. Imprimé sur les vareuses, souvent – et volontairement – tatoué sur les corps, le numéro de

44. Bourdieu P., *Le Sens commun*, Paris, Éditions de Minuit, 1989.

45. Goffman E., *Stigmate : les usages sociaux du handicap*, Paris, Éditions de Minuit, 1989.

matricule est, en cours de peine, la seule donnée stable durant les années, parfois les décennies, dans les divers camps qui jalonnent le parcours des condamnés. Les numéros de matricule marquent les grandes étapes de la *carrière* ⁴⁶ du transporté. Le matricule change lorsque le condamné est libéré et astreint à résidence puis une fois sa peine de doublage effectuée lorsqu'il est autorisé à sortir de la colonie. L'ensemble des matriculés forme « l'élément pénal » de la population saint-laurentaine. En opposition se définit « l'élément libre » : la possibilité d'une non-appartenance totale de l'individu à l'administration pénitentiaire devient critère de distinction sociale.

Les patronymes des condamnés, *a fortiori* ceux des condamnés coloniaux, transportés depuis l'Indochine ou l'Algérie notamment, sont régulièrement écorchés dans les papiers administratifs ; seuls les matricules restent intacts. La correspondance du maire de la ville regorge de lettres de réclamations émanant de transportés libérés signant de leur matricule. Parfois même, les ressortissants libres font état de ce statut, témoignant d'une intériorisation collective des différences de traitement et d'évaluation des requêtes portées auprès des autorités ⁴⁷. La totalisation institutionnalisée du caractère carcéral de la ville, sa *carcéralisation*, organise aussi les bases des interactions sociales, dans une bourgade où chacun connaît le positionnement social de son vis-à-vis, autour d'une dichotomie fondatrice entre population libre et population « d'origine pénale ».

L'exemple le plus significatif est celui des fêtes de village. Ces cérémonies sont ordinairement des temps déterminants dans la construction collective des attentes sociales. Jeux, festivités, concours sont des moments d'interactivité et de convivialité conçus pour développer et entretenir la cohérence sociale. À Saint-Laurent-du-Maroni, les diverses activités prévues à ces occasions sont différenciées pour diviser la population selon un statut social *carcéralisé*. Ainsi le 14 juillet 1934, « l'élément libre » et « l'élément pénal » se déplacent respectivement à l'appontement administratif et à l'appontement communal, distants de quelques centaines de mètres, à 17h30, pour participer à un concours de pêche ⁴⁸. « Dans une commune où les deux populations vivent côte à côte, des cloisons étanches sont nécessaires ⁴⁹ ».

La préoccupation centrale d'une administration pénitentiaire surreprésentée dans un territoire sur lequel elle a toute autorité ne traduit pas ici la cohérence sociale entre ses administrés mais bien plus le passage de l'institutionnalisation d'une distinction statutaire *carcéralisée* à sa mise en pratique dans les

46. La notion de carrière – d'autant plus qu'il s'agit bien ici de déviants, condamnés à la marginalisation géographique et sociale – est empruntée à Becker H., *Outsiders : étude de sociologie de la déviance*, Paris, Métailié, 1995.

47. A.C. série 2D.

48. A.C., 2I, programme de la fête nationale du 14 juillet 1934.

49. A.C., 2D B11, lettre du 23 novembre 1922 du maire au directeur de l'administration pénitentiaire.

relations sociales. La vocation fondamentalement pénitentiaire de Saint-Laurent-du-Maroni s'ancre dans les rapports sociaux et donne un caractère *carcéralisé* aux processus de socialisation des habitants, libres ou condamnés.

Entre "carcéralisation" et colonisation

Le 14 juillet 1934 à 9h, sont également conviées distinctement les populations « bosch », « indienne » et « pénale » en vue de participer à des courses de pirogues. Trois catégories forgées par l'administration pour trois équipes constituées par l'administration. Les clivages raciaux issus des préceptes du colonialisme restent constitutifs des réseaux sociaux et économiques de Saint-Laurent-du-Maroni, la capitale du bagne colonial en Guyane.

Avec la découverte de l'or dans les années 1880, le bourg devient le centre économique du bassin du Maroni et le point de contact entre les hauteurs du fleuve et le reste de la Guyane. Les populations créoles de toute la région caribéenne et les colons de Cayenne investissent les rues du village et briguent les débouchés commerciaux comme les postes administratifs. Une population libre hétérogène – créole, marronne, chinoise, européenne – peuple la ville dès la fin du XIX^e siècle. L'administration pénitentiaire doit, elle aussi, s'adapter. La faiblesse du nombre de colons durablement établis en Guyane et les métissages avec les populations noires émancipées du joug esclavagiste depuis 1848 permettent à une élite créole de se constituer. En face, l'introduction d'un élément pénal, en partie européen, stigmatisé et infériorisé, va participer aux bouleversements des hiérarchies coloniales conventionnelles.

À l'intérieur des camps, l'administration pénitentiaire joue sur les tensions raciales entre les condamnés afin d'entretenir les divisions qui favorisent le contrôle disciplinaire et coercitif. Les condamnés coloniaux embarqués au port d'Alger composent une grande partie de la population pénale en cours de peine ⁵⁰. Leur origine devient au camp un facteur de favoritisme quant au choix des « porte-clefs », ces postes d'aide-surveillants valorisés dans la hiérarchie du travail interne au dispositif carcéral. De colonisés, ces individus deviennent, en fonction de leur degré de soumission à la discipline pénitentiaire, les contremaîtres de leurs codétenus européens. Même s'ils sont transportés au nom de la colonisation pénale, ces derniers ne peuvent prétendre devenir de véritables colons, socialement reconnus comme tels.

Ces tensions vont au-delà des conflits entre condamnés. Face aux nouveaux notables et administrateurs « de couleur », les condamnés autant que les surveillants militaires sont défaits. Un courrier du condamné D., matricule 45 060, dénonce le commandant du pénitencier Masse comme étant un « sac à

50. ANOM, H1856, rapport de la mission Muller, 1923-1924 : les « Arabes » sont « le[s] plus docile[s] et le[s] plus travailleur[s] » et représentent un tiers des condamnés en cours de peine.

charbon représentant une race déchue et subjuguée, fonctionnaire véreux, voleur et cameloteur ⁵¹ ». Le transporté Antoine Mesclon porte un regard moins insultant que beaucoup d'autres sur ces transformations sociales, mais son discours reste porteur des fondements de la domination européenne :

« Je considérerais d'autre part l'admission comme fonctionnaires pénitentiaires d'hommes de couleur comme une erreur [...]. Les éléments créoles ne devaient être chargés d'une telle tâche pour laquelle rien dans leur hérédité, rien dans leurs aptitudes particulières ne les préparait. Comment en effet des hommes sortis de milieux si différents de nos milieux ruraux et urbains, urbains surtout, qui fournissent la plupart des condamnés du bagne, peuvent-ils pénétrer ces singulières, ces déconcertantes mentalités ? [...] Et du coup, ces fils d'esclaves de la veille devinrent les maîtres de ces blancs [...] C'est un fait indubitable que généralement, les surveillants, à peu près tous d'origine métropolitaine, supportent très mal l'autorité que les administrateurs créoles ont sur eux, du fait de l'instruction que ces derniers ont pu acquérir et qui leur a permis d'accéder à ces emplois ⁵² ».

Car les surveillants militaires aussi sont porteurs d'un matricule et, s'ils sont dominants dans le processus de *carcéralisation* de la ville, ils restent soumis à une discipline militaire qui les situe en bas de la hiérarchie sociale. Les frontières floues du carcéral et du colonial viennent brouiller les repères sociaux de domination usuelle.

L'administration pénitentiaire est érigée, par l'intermédiaire d'un dispositif spatial et d'outils législatifs singuliers, en une institution totale, telle que le sociologue Erving Goffman en a défini le concept. Elle est capable de créer et de pérenniser des ruptures nettes entre différentes composantes de population, de distribuer des rôles déterminés et hiérarchisés, et de s'assurer de leur maintien. La mainmise totale de l'institution sur son territoire lui octroie une marge de manœuvre inédite pour étendre sa doctrine au-delà du corps des condamnés. Le processus de *carcéralisation* de la ville s'appuie sur des outils législatifs inédits et sur une construction de la ville favorisant le contrôle de populations ségréguées en fonction d'un statut social *carcéralisé* et *racialisé* ⁵³. Le bagne colonial durablement implanté sur un territoire isolé influence les processus sociaux par lesquels les habitants se socialisent et définissent leur position sociale.

51. Cité par Donet-Vincent D., *op. cit.*, p. 437.

52. Mesclon A., *op. cit.*, p. 94.

53. Nous comprenons la « racialisation » des rapports sociaux comme « un processus par lequel une société se représente, de façon plus ou moins décisive, comme constituée de groupes raciaux, de races en concurrence et en opposition » (Wieviorka M., « Racisme, racialisation et ethnicisation en France : cités, diversité, disparités : quelques mécanismes de ségrégation », *Hommes et migrations*, n°1195, 1996, pp. 27-33).

Mais l'institution ne peut que prétendre étanchéifier les frontières catégorielles qu'elle tient à faire valoir sur un territoire qui dépasse de loin son terrain habituel. La *carcéralisation* des espaces sociaux est certes effective et intériorisée par les différents acteurs. Les liens d'entraide et de solidarité entre libérés du bagne en sont sans doute l'expression la plus évidente. Les baux pour occuper des parcelles de terre se transfèrent entre condamnés, les amitiés du bagne se prolongent hors du camp comme les solidarités « raciales » des condamnés arabes et indochinois notamment. Mais une fois libérés, les condamnés tentent d'adjoindre à leurs contacts liés au monde pénal, sorte de réseau carcéral, de nouveaux liens avec le monde libre et de constituer ainsi un réseau social.

La porosité des frontières catégorielles construites par l'institution relève de la nécessité sociale et économique pour la population de Saint-Laurent-du-Maroni. Monde pénal et monde libre se composent respectivement d'une multitude de situations, si bien que des relations concurrentielles, de solidarité, ou de simples contacts liés aux nécessités sociales et économiques sont constants : les uns servent de prête-nom aux autres pour obtenir le droit d'ouvrir un commerce ou un débit de boissons, d'autres trouvent des emplois de mineurs dans les hauteurs du Maroni et y partagent la vie d'une population immigrée de toute la région caribéenne, etc. Concubinages, mariages, partage usuel d'un lieu d'habitation ou d'un commerce sont autant d'expressions de la malléabilité du stigmate *carcéralisé* des forçats. Dans les papiers administratifs et les bulletins de police, on déplore les « mauvaises fréquentations » des femmes qui partagent leur vie avec un libéré et on associe volontiers une partie de ce monde libre au monde vilipendé des anciens forçats ⁵⁴. En revanche, là où l'objectif de la rédemption et de la transformation des condamnés en colons aboutit, l'administration pénitentiaire ne parvient pas à en faire une réussite. Par exemple, deux commerçants de Saint-Laurent-du-Maroni tiennent une grande mercerie en 1915. Les deux hommes réclament d'être conviés aux bals publics organisés sur invitation à la mairie, au titre de leur importante participation à la vie économique locale, aux côtés des acteurs libres. Mais leur participation aux festivités est exclue, notamment par les surveillants militaires, maîtres des bagnards en cours de peine, qui rejettent le rapport égalitaire. Les notables locaux, en revanche, « ne voyai[en]t pas d'inconvénients à l'admission des réhabilités aux fêtes publiques ⁵⁵ ». Le bagnard s'échappe de sa condi-

54. A.C. 2D B11, lettre du maire de Saint-Laurent-du-Maroni au directeur de l'administration pénitentiaire, 1922 : « [...] Enfin, sans vouloir diminuer la moralité de Hortense V [...], il existe au point de vue subjectif une certaine capacité diminutive du fait par elle d'avoir consenti à épouser un individu d'origine pénale ».

55. A.C., 2D B2, lettre du maire de Saint-Laurent-du-Maroni au directeur de l'administration pénitentiaire, 1915 : « [...] En résumé les sieurs P [...] et L [...] semblent vouloir aller trop vite, avec de la patience et du temps ils arriveraient mieux à combler l'abysse qui les séparaient il y a peu de temps encore du personnel libre de l'administration pénitentiaire ».

tion carcérale, nouant des liens, développant des initiatives, s'exilant parfois au-delà des frontières géographiques de la ville, mais il reste un bagnard.

Malgré l'existence de passerelles pour s'émanciper du « tout carcéral », la hiérarchie *carcéralisée* reste déterminante dans la structure des rapports sociaux dans un espace où les fondements territoriaux, législatifs et sociaux répondent aux besoins de l'implantation du bagne.

L'idéologie carcérale portée par l'administration pénitentiaire en Guyane au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle et de la première moitié du XX^e siècle se transforme et s'adapte au cadre territorial de la ville. L'administration pénitentiaire exerce son emprise en dehors d'un espace physiquement clos et étend son joug en faisant vivre ses propres *coupsures* catégorielles, que décrypte Robert Castel ⁵⁶, au-delà du cadre conventionnel de son action. À l'échelle d'une ville coloniale, les réalités locales sont autant liées au caractère pénal de la colonisation qu'au caractère colonial de la transportation. Mais le carcéral prend le pas sur le colonial. Les frontières entre monde libre et monde pénal sont effectives et structurantes sans pour autant se révéler exclusives. En découle une hiérarchie sociale qui, en terre coloniale, est bouleversée par l'introduction d'un « élément pénal » hétérogène mais toujours inférieurisé. Entre monde libre et monde pénal, entre ouverture et fermeture, entre rigidité catégorielle et porosités interactionnelles, une ville érigée capitale du bagne constitue un terrain d'observation singulier pour saisir les moyens et les finalités d'un État coercitif sur ses *administrés*, ses *parias*, ses *colonisés*. La *carcéralisation* n'est donc pas la simple résultante de la politique de colonisation pénale, mais bien un processus par lequel les pratiques du carcéral se détachent et dominent l'idéal colonialiste.

Ce terrain singulier répond pour autant à des logiques plus générales. L'administration pénitentiaire use des mécanismes réglementaires et autoritaires communs aux *institutions totales* décrites par E. Goffman. En réaction, face à toute restriction de liberté, se compose un *corpus*, un *habitus* corporel, comportemental, langagier, ainsi que des stratégies échappatoires, spatiales et sociales ; autant d'expressions concrètes de l'intériorisation mais aussi de la manipulation de valeurs et de ruptures, à l'origine véhiculées par l'idéologie carcérale qui ordonne et organise la ville.

56. Castel R., in Goffman E., *op. cit.*, p. 14.